

**CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION
SOCIALE
(CERDOS)**

196, AVENUE DE L'UNIVERSITE,
MBUJIMAYI/KASAI ORIENTAL
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**RAPPORT DES ENQUETES DE L'EVALUATION DU PROJET DE
SCOLARISATION DANS LES COMMUNAUTES PAYSANNES DU
TERRITOIRE DE NGANDANJIKA : MULAMBA 1, LWANGA,
MPUNGA, MPASU, KANYAKA, KANYIKI MBAMBA, MUSUYA,
SHALUKOJI, KAMASHI ET KAFUMBU**

MARS 2021

INTRODUCTION

A la demande de l'ONG PROJET DITUNGA (PRODI), le Centre de Recherche et de Documentation Sociale (CERDOS) a mené du 2 au 14 décembre 2019 et du 17 au 29 décembre 2020 deux enquêtes respectives d'évaluation du Projet de scolarisation dans les communautés paysannes de Mulumba I, Lwanga, Mpunga, Kanyaka, Mpasu, Kanyiki-Mbamba, Musuya, Shalukoji, Kamashi y Kafumbu, Territoire de Ngandanjika. Ce projet a concerné la modernisation de 4 nouvelles écoles intertribales au profit de ces 10 communautés rurales précitées pour une bonne formation primaire avec attention particulière pour les filles, les albinos et les personnes handicapées grâce à la participation organisée pour les parents, les leaders et les enseignants dans un environnement matériel adéquat et à l'intériorisation de nouvelles habitudes hygiéniques et écologiques.

OBJECTIFS

L'objet global de l'évaluation est de déterminer les résultats et fruits obtenus grâce à l'exécution du projet, estimer son impact et sa viabilité et tirer les leçons pour les futures interventions avec des objectifs similaires de développement.

Spécialement l'évaluation visait :

- Apprécier les attitudes des communautés bénéficiaires du projet face à la scolarisation fondée sur la parité des filles et des garçons, des albinos et des enfants handicapés ;
- Analyser les relations entre les différents protagonistes du système éducatif : parents, élèves, enseignants et environnement

METHODOLOGIE

L'arsenal méthodologique a été basé essentiellement sur les réunions de groupe regroupant tour à tour les enseignants, les élèves et les leaders des communautés paysannes y compris les notabilités coutumières

Pendant les deux enquêtes, au total 24 réunions de groupe ont été tenues dans les 10 communautés ciblées par le projet à savoir de 6 réunions pour chaque catégorie de protagonistes dans les 4 sites abritant les nouvelles écoles. Chaque fois, les réunions de groupe ont rassemblé dans l'ensemble 119 personnes comme cela apparaît dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Répartition des participants par site et par catégorie.

SITE CATEGORIE	MULAMBA I		MPUNGA		LWANGA		KANYAKA		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Parents	5	2	6	1	8	1	7	-	30
Enseignants	6	-	5	1	6	1	4	3	26
Elèves	8	7	8	8	8	9	9	6	63
TOTAL	28		29		33		29		119

Parmi les participants, les personnes de sexe masculin représentent 67 % et les femmes 33%. Parmi celles-ci, la majorité est détenue par les élèves. Les raisons d'ordre culturel expliquent la faible représentativité du sexe féminin, particulièrement parmi les enseignants et les parents.

Les thèmes débattus lors de ces réunions ont concerné non seulement les droits des enfants, des albinos et des handicapés à la scolarisation mais aussi l'appropriation du projet et la protection de l'environnement ainsi que l'impact du projet sur la qualité de l'enseignement.

Les réunions des groupes avec les protagonistes du projet ont été enrichies des interviews individuelles des membres de l'équipe technique du Projet, des autorités coutumières locales ainsi que de la hiérarchie de l'Enseignement primaire et secondaire au niveau étatique et diocésain concernant l'un ou l'autre aspect de l'exécution du Projet. L'observation directe des infrastructures construites et de leur environnement a été également indispensable.

Le dernier volet de l'arsenal méthodologique a été en rapport avec l'analyse des documents utiles disponibles au siège du Projet et auprès des directions des écoles (plan opératoire du Projet, procès verbaux, rapports d'activités, statistiques scolaires, etc.).

L'analyse des résultats sera effectuée à la lumière des critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, d'impact et de durabilité du projet. Après l'exposé introductif sur la justification de l'enquête, les objectifs poursuivis et la méthodologie employée, le rapport est structuré de la manière suivante.

I. CONTEXTE DE LA ZONE DU PROJET

- 1.1. Description du milieu géographique
- 1.2. Situation de la scolarisation avant le Projet

II. DESCRIPTION DU PROJET DE SCOLARISATION A MULUMBA I, LWANGA, MPUNGA, KANYAKA, MPASU, KANYIKI-MBAMBA, MUSUYA, SHALUKOJI, KAMASHI Y KAFUMBU

- 2.1. Objectifs du projet
- 2.2. Méthodologie du projet
- 2.3. Activités
- 2.4. Indicateurs
- 2.5. Réalisations

III. APPRECIATION DES RESULTATS DU PROJET

- 3.1. De la pertinence du projet
- 3.2. De l'efficacité du projet
- 3.3. De l'efficience du projet
- 3.4. De l'impact du projet
- 3.5. De la durabilité du projet

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

I. CONTEXTE DE LA ZONE DU PROJET

1.1. Description du milieu géographique

Le projet concerné par l'enquête d'évaluation a été exécuté en République Démocratique du Congo, dans la Province de **Lomami**, Territoire de **Ngandanjika**, Secteurs de **Ciyamba** et de **Ngandanjika**. La Province de **Lomami** est l'une des 26 provinces de la République Démocratique du Congo. Le Territoire de **Ngandanjika** se trouve dans la partie occidentale de cette Province dont la capitale **Kabinda**, est située à 100 Km, au Nord-Est de ce Territoire. Celui-ci s'étend sur une superficie de 5.726 Km² avec une population de 1.394.005 habitants selon le dernier recensement de 2017.

La zone de projet comprend des communautés de la chefferie des **Beena Ngandanjika**, entité de 143.794 habitants, au Sud-Est de la cité de **Ngandanjika** et aussi par quelques communautés du Secteur de **Ciyamba** dans la partie Nord-Est de l'entité territoriale.

La même zone du projet fait frontière au Nord avec le Territoires de **KABINDA**, au Sud avec les Territoires de **Kanyama** et de **Kabongo**, au **Katanga**, à l'Est avec cette dernière entité territoriale, à l'Ouest avec la Rivière **Lwilu** qui la sépare du Territoire de **Cilenge**.

L'hydrographie de la région sous revue est riche. Deux grandes rivières, la rivière **Cilemba** à l'Est et la rivière **Lwilu** à l'Ouest, qui sont des affluents de la grande rivière **Kasayi**, l'un des principaux pourvoyeurs du fleuve Congo drainent la zone du projet, en ramassant sur leur parcours les eaux de plusieurs ruisseaux plus ou moins importants. De petits lacs et fontaines contribuent également à arroser les riches terres du Territoire.

Ces différentes sources fournissent les habitants en eau de boisson, de lessive et d'autres travaux domestiques. Toutefois l'éloignement de ces cours d'eau, surtout dans la partie occidentale de la zone du projet, notamment dans le Secteur de **Ciyamba**, engendre pour les ménages une charge pénible des corvées d'eau quotidiennes.

Il est à noter que comme dans le Territoire dont elle fait partie la zone du Projet connaît un climat tropical humide caractérisé ordinairement par l'alternance d'une longue saison des pluies (9 mois) et d'une saison sèche (3 mois). La double périodicité des précipitations- intense entre septembre et décembre et entre mars et avril, et léger fléchissement en janvier-février-détermine deux saisons culturales. Les perturbations climatiques observées au cours des dernières décennies ont toutefois déréglé le cours normal des saisons et retenti négativement sur les rendements agricoles par ailleurs tributaires des méthodes d'exploitation traditionnelles.

Les sols dans la zone du Projet dérivent essentiellement des sols du système de **Mbujimayi** (calco-schisteux), c'est-à-dire des sols lourds, couleur brun, ayant une valeur agricole élevée.

La couverture végétale reste typique du climat tropical humide avec une savane arbustive sur les plateaux et le fond et sur les flancs des vallées. Cependant, malgré ces richesses naturelles, il existe une forte dégradation de l'environnement due, en partie, à des activités agressives comme le feu des brousses pour l'agriculture, la chasse et la coupe de bois pour la cuisine et la construction des cases. A partir de 1960, le secteur de **Ciyamba** a perdu toutes des barrières qui entouraient les lacs et les rivières. Dans une grande partie du Secteur des **Ngandanjika**, où l'environnement est moins dégradé, les pratiques destructives incontrôlées font peser sur le couvert végétal une menace permanente qu'il faut écarter.

Au déficit environnemental s'ajoutent carences opportunément relevées par une étude dressant l'état des lieux de la situation socio-économique et de droits de l'homme dans le secteur de **Ciyamba**, étude menée en 2007. Ces carences affectaient tous les domaines de la vie : production agricole, nutrition, univers socioculturel et éducatif, etc. Dans ce dernier domaine des avancées remarquables sont enregistrées grâce à l'action systématique de Prodi. Mais il reste encore à faire. C'est ce dernier domaine qui nous intéresse dans ce rapport.

1.2. Situation de la scolarisation avant le Projet

Selon les données du PNUD 2010 le taux de scolarisation est de 0,56 % pour la RD. Congo. Dans la zone du Projet englobant les Secteurs de **Ciyamba** et de **Ngandanjika**, la scolarisation n'atteint pas 10 %, les chiffres étant pires pour les filles, la majorité des femmes de plus de 20 ans ne savent ni lire ni écrire. Ce bas niveau de la scolarisation dans les milieux ruraux est imputable à plusieurs causes :

- Plusieurs enfants travaillent dans les champs familiaux, assument même des tâches dures pour aider la famille à couvrir ses besoins ;
- La première tâche que réalisent les élèves au début de chaque année scolaire est la reconstruction des cases de l'école. Ces travaux sont mauvais pour le développement physique et mental. Plusieurs familles ne scolarisent pas leurs enfants pour ce motif.
- Les enfants scolarisés doivent consacrer des heures chaque semaine, mercredi et samedi, pour travailler aux champs de leurs enseignants afin de compenser le coût de la scolarisation parce que leurs familles, trop pauvres, ne peuvent y faire face. En effet, dans les zones rurales sous étude, près de 80 % de la population ont une rente estimée à 0,50 % ;
- Les mœurs culturelles enracinées font que, pour une fille, le couronnement de la vie est le mariage (précoce), la maternité et le travail domestique ;
- La rareté des écoles et le caractère fortement tribal de celles-ci, l'école étant liée à une tribu ;
- L'absence des latrines dans les écoles existantes ne favorise pas la scolarisation des filles parce qu'avec la venue de la puberté, elles sont forcées par leur famille à abandonner l'école ;
- La recrudescence des maladies dues à la consommation de l'eau non potable, au manque des conditions hygiéniques en famille et à l'école, à une faible couverture vaccinale et à la réapparition des vieilles maladies jadis éradiquées.

Dans la zone du Projet, le Projet **Ditunga** travaille depuis 2005 en faveur de la scolarisation des enfants et de l'éradication du travail infantile.

Les quatre écoles construites au profit des communautés paysannes de Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu Kanyaka s'inscrivent dans la même logique d'amélioration de l'environnement éducatif.

II. DESCRIPTION DU PROJET DE SCOLARISATION A MPUNGA, MULAMBA 1, LWANGA ET KANYAKA

2.1. Objectifs du projet

Les objectifs du projet s'inscrivent dans l'effort mondial pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (O.M.D) avec une attention particulière sur les objectifs suivants :

- O.M.D. 2 : Education Universelle pour les garçons et les filles ;
- O.M.D. 3 : Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomie de la femme ;
- O.M.D. 4 : Garantir le respect et la promotion de l'environnement.

Dans cette perspective, l'objectif global du projet est de faire accéder les garçons et les filles, les albinos et les handicapés des communautés de **Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu** à une éducation primaire de qualité. L'objectif spécifique est de renforcer l'éducation primaire et promouvoir la formation de la petite fille dans ces dix communautés paysannes.

2.2. Méthodologie du projet

L'exécution du Projet sous étude est basée sur le déploiement des stratégies essentiellement participatives, privilégiant un travail en synergie. Les faits suivants témoignent de cette option participative :

- 1) L'implication dans le Projet des chefs traditionnels de **Mulamba I, Mpunga, Lwanga et Kanyaka** et des autorités politico-administratives du Territoire de **Ngandanjika**, les premiers à la donation de 5 ha de terre par école, les secondes pour l'établissement des titres de propriété ;
- 2) L'organisation par la Coordination du projet de plusieurs rencontres préparatoires auxquelles ont pris part non seulement les chefs d'établissement des écoles concernées mais aussi les autorités coutumières des communautés bénéficiaires des nouvelles infrastructures scolaires, sans oublier la hiérarchie de l'EPSP tant du niveau officiel que du niveau conventionné catholique et protestant (communauté mennonite).

L'objet principal de ces réunions consistait à impliquer tout le monde dans toutes les étapes de la préparation et de l'exécution du projet ainsi que du suivi après exécution, promouvant ainsi, comme pour les projets précédents du même domaine, l'appropriation des écoles et des valeurs qui doivent être intégrées dans la vie scolaire par tous et par toutes.

- 3) La mise à contribution de toute expertise nécessaire aussi bien interne qu'externe au projet, de façon à garantir l'efficacité du Projet. Ainsi par exemple, la formation en matière de santé et hygiène agriculture, élevage et écologie genre et droits de l'homme, a été à charge du personnel du Projet **Ditunga**, tandis que les services pédagogiques de la Coordination Diocésaine de l'Enseignement, de la Coordination Territoriale ont eu à former une équipe qui s'est occupée du recyclage professionnel des directeurs et des enseignants de 4 écoles, recyclage portant sur le nouveau programme de l'enseignement primaire et sur la déontologie pédagogique.
- 4) La mise à contribution du Centre Hospitalier Julia Blasco Andrés de **Mpyana** et du département de Santé de PRODI dans l'organisation des campagnes pour la prévention et le traitement des maladies qui frappent les filles et les garçons, les albinos et les handicapés des communautés protagonistes. Ces campagnes ont ciblé aussi des maladies intestinales et la maladie du sommeil avec pour cette dernière, la participation du Programme National de Lutte contre la Trypanosomiase humaine africaine (PNTHA).
- 5) L'implication de la population des communautés bénéficiaires des nouvelles infrastructures par l'exécution sur les chantiers de construction des travaux non spécialisés.

2.3. Activités Projet

Résultat 1 : Les communautés de **Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi** et **Kafumbu** sont sensibilisées et engagées avec le droit à l'éducation de leurs enfants filles et garçons

Activités du résultat 1

- 1) Campagne de sensibilisation de 28 jours pour la scolarisation dans les communautés. Une fois terminée la construction des écoles, le département de droit de **Prodi** en collaboration avec le Conseil Pédagogique de 10 communautés bénéficiaires (**Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi** et **Kafumbu**) devait organiser une campagne de sensibilisation pour la promotion de l'éducation primaire pour les garçons et les filles comme base fondamentale pour le développement du Secteur de **Ciyamba** et du Secteur de **Ngandanjika**.

Devant durer 28 jours, cette campagne devait rassembler deux animateurs du département de Droit, Genre et Démocratie de PRODI, 60 promoteurs et promotrices des droits de l'Homme, les directeurs, les enseignants et 192 membres des conseils pédagogiques de 4 écoles.

Afin de faciliter la participation des femmes à cette formation, une garderie d'enfants devait être organisée dans chaque communauté, avec l'appui de l'Association **Ciyamba** pour la formation intégrale de la Femme (ACFIF).

- 2) Formation de 3 jours de tous les membres des conseils pédagogiques actuels sur la responsabilité et la viabilité sociale, culturelle d'équité de genre, économique et juridique dans les 4 écoles.

Cette formation avait pour finalité d'avoir une implication de tous les acteurs et actrices concernés dans la formation intégrale des élèves en promouvant l'appropriation de l'école et des valeurs qui doivent s'intégrer dans la vie scolaire de garçons à assurer, une fois terminée l'exécution du Projet, la viabilité des installations mais spécialement l'équité et le respect des droits de toutes personnes et la protection de l'environnement.

Cette formation devait aussi permettre d'améliorer et de donner la fluidité dans les relations de pères et mères avec les enseignants et de promouvoir entre les pères et les mères la cohésion des valeurs avec celles qui vont se promouvoir dans les 4 écoles inter claniques sur les thèmes liés au respect de tous, équité, responsabilité, etc.

Prévus en deux temps dans un intervalle de 9 mois, ces ateliers devaient durer 3 jours et inclure les thèmes ci-après :

a. Viabilité économique

- L'élaboration des budgets d'une école ;
- Le financement des budgets d'une école entre la coordination et les pères et mères

b. Viabilité sociale

- Nécessité de promouvoir l'accès aux études primaires et secondaires pour assurer le développement personnel des enfants et jeunes et le développement communautaire.
- Soins et hygiène en milieu scolaire : l'école est la responsabilité de tous et toutes.
- Respect des personnes au-dessus des différences tribales et claniques.
- Rôle des membres du Conseil dans la vie scolaire et dans la transmission des concepts aux autres parents.

c. Viabilité éducative

- Respect des droits humains, d'hommes et femmes.
- Accès à l'éducation des hommes et des femmes comme moteur du développement ;
- Cohabitation pacifique, accélérateur du développement ;
- Collaboration pour le maintien des installations en se basant sur l'équité.

A ces ateliers devraient prendre part aussi le personnel enseignant et administratif des 4 écoles et les représentants des Chefs traditionnels de **Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi** et **Kafumbu**, dans le but qu'ils puissent appuyer avec efficacité le travail des formateurs.

- 3) Renouveau et formation de 3 jours pour les nouveaux membres des conseils pédagogiques sur la responsabilité et la viabilité sociale, culturelle d'équité de genre, économique et juridique dans les 4 écoles. Il s'agissait de reprendre à l'intention de nouveaux membres des conseils pédagogiques des écoles construites, les mêmes thèmes de formation avec les mêmes objectifs de viabilité.
- 4) Atelier de 2 jours de transmission de la formation sur la responsabilité et viabilité à tous les parents de la formation sur la responsabilité dans les 4 écoles.
- 5) Prise en compte des personnes albinos et handicapées.
- 6) Mise en marche d'une garderie.

Résultat 2 : Amélioration de la formation des enfants filles et garçons dans les communautés de **Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, ShaLukoji, Kamashi et Kafumbu**

Activité du résultat 2

- 1) Formation de 8 jours pour les enseignants en droit de l'homme, en genre, hygiène, santé et écologie pour la formation intégrale de leurs élèves.
 - La formation en droits de l'homme et droits des élèves.

Cette formation avait pour objectif de promouvoir la connaissance et l'appropriation des droits de l'homme de la part du personnel enseignant de façon qu'après cela puisse se refléter dans leurs relations avec les élèves et dans leurs activités en milieu scolaire : en classe, dans les jeux, etc avec une perspective d'équité, de droits et devoirs égaux pour les hommes et pour les femmes, soit enseignants (tes). Cette formation dévolue au département de Droit de PRODI devait porter sur les thèmes évoqués ci-dessous :

a. Droits de l'homme et équité

- Quels sont les droits de l'homme ?
- De quels droits parlons-nous ?
- Que signifie équité ?

b. Respect de la dignité de la personne

- Intégration des filles et garçons dans le milieu scolaire en partageant les tâches et les jeux. Violence physique et verbale ;
- Respect et confiance entre filles et garçons et enseignants (tes), différence entre autorité et autoritarisme. Grandir dans l'autorité ;
- Education positive et renforcement de l'auto-estime.

c. Intégration des droits de l'homme dans la vie scolaire : quelques éléments-clé

- Intégration des filles, participation en classe ;
- Le jeu en groupe comme instrument d'intégration, respecter les règles du jeu. Savoir gagner et savoir perdre ;
- Promouvoir le traitement respectueux entre élèves filles et garçons et enseignants (tes)

d. Intégration des droits de l'homme dans la vie scolaire : Apprendre à motiver

- Reconnaissance des conduites positives. Plan d'action dans la salle
- Sanction des conduites négatives
- Caractéristiques d'une sanction éducative positive.

Cette formation et le recyclage professionnel devaient être basés sur l'utilisation des méthodes participatives privilégiant les débats, discussions, les techniques de travail en groupes.

❖ **La formation en hygiène et santé**

Cette formation était à charge du département de santé de **Prodi**. Elle devait porter sur les thèmes ci-après :

Module 1 : Consommation d'eau potable et hygiène personnelle

- a) Fonctionnement et entretien du puits : la propreté des abords :
- b) Quels sont les avantages d'une eau potable ?
- c) Potabilisation de l'eau
- d) Conservation de l'eau
 - Comment contaminons-nous l'eau ?
 - Cruches d'eau potable : à quoi servent-elles ?
- e) L'hygiène personnelle est une habitude saine qui prévient les maladies : le lavage des mains des filles et garçons et adultes.

Pour appuyer cette formation il était prévu d'ériger au niveau du puits un tableau de dessins indicatifs qui rappellerait à tous les consommateurs et toutes les consommatrices les normes de base pour la consommation d'une eau saine.

Module 2 : Utilisation et entretien des latrines

- a. Avantage de l'utilisation des latrines
- b. Utilisation et entretien des latrines
- c. Comment réparer une latrine ?

Module 3 : Importance de la protection de l'environnement

- a. Mon comportement affecte la communauté : Environnement sain et hygiénique ;
- b. Le maître et la maîtresse sont les références dans l'apprentissage des habitudes et des comportements ;
- c. La propreté de l'école : tâche de tous et toutes ;
- d. Le soin des biens et solidarité avec les occupants qui vont suivre ;
- e. L'ordre des matériels scolaires aide l'apprentissage

❖ **La formation en écologie et protection de l'environnement, cette formation qui sera à charge du département de l'agriculture et Elevage, tout en renforçant la formation donnée en santé et hygiène, portera sur les thèmes ci-après :**

- a. Impacts environnementaux du comportement humain ;
- b. Nécessité de protéger et de récupérer notre environnement ;
- c. Programme de reforestation des écoles construites

❖ **Le jardin de l'école**

Formation de 28 jours (en 3 phases) pour les enseignants en déontologie pédagogique suivant le programme nationale d'éducation.

Cette activité devait être assurée par une équipe technique constituée par les services pédagogiques de la Coordination Diocésaine de l'Enseignement, de la Coordination Kimbanguiste de l'Enseignement et de l'Inspecteur Territoriale de l'Enseignement.

Cette équipe multiconfessionnelle devait former les directeurs et enseignants de 4 écoles sur :

- Le nouveau programme National de l'enseignement primaire ;
- La déontologie pédagogique en prenant en compte les problèmes spécifiques de la scolarisation des garçons et des filles et surtout des filles dans les communautés rurales et tribales et le bien-fondé de la cohabitation intertribale et inter-clanique.

1. Les élèves du 3^e cycle du primaire prennent part à des ateliers sur l'initiation à la lecture
2. Mise en place d'une bibliothèque avec des livres pour la lecture.

Cette activité devait être assurée par une équipe technique constituée par les services pédagogiques de la Coordination Diocésaine de l'Enseignement, de la Coordination Kimbanguiste de l'Enseignement et de l'Inspection Territoriale de l'Enseignement.

Résultat 3 : Chaque école est dotée d'infrastructures adéquates pour un environnement salubre de formation intégrale des enfants filles et garçons.

Activités du résultat 3

1. Cession et acquisition de terrains
2. Exécution des travaux de construction
3. Equipement matériel des écoles
4. Reforestation des jardins
5. Installation des aires de sport

Résultat 4 : Les populations de Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu sur l'importance de la Santé infantile dans le rendement scolaire

Activités du résultat 4

Constitution et formation de 10 jours pour 4 équipes communautaires de promotion d'hygiène et Santé familiale et scolaire.

Cette activité entre dans le cadre de la lutte contre les maladies (paludisme, maladies gastro-intestinales et épidémiologiques) qui sont les principales causes du faible taux de scolarisation dans les communautés paysannes et contribue ainsi à l'atteinte de l'objectif spécifique du présent Projet. Dans ce cadre il était prévu de constituer dans chacune des 10 communautés bénéficiaires du Projet une équipe communautaire de promotion familiale et scolaire d'hygiène et Santé (PFHS). Chaque équipe sera composée de 10 hommes et 10 femmes. Prévue pour une durée de 10 jours, la formation devait traiter de :

- a. la santé et le développement physique d'un enfant ;
 - b. l'importance de la santé dans la scolarisation
 - c. les normes basiques d'hygiène personnelle ;
 - d. la prévention sanitaire en famille : propreté, consommation d'eau potable, alimentation saine, qualité du sommeil et du lit, utilisation des latrines et traitement des déchets organiques et inorganiques ;
 - e. la vaccination et la lutte contre le paludisme, la maladie du sommeil, les maladies gastro-intestinales et les épidémies tropicales.
3. Quatre campagnes de sensibilisation populaire de 2 jours dans chacune des communautés sur la prévention et la lutte contre la malaria, la maladie du sommeil, les maladies gastro-entériques et les épidémies.

Dans le cadre de cette activité il était prévu d'organiser dans chaque communauté protagoniste 4 campagnes de sensibilisation et de formation en relation avec les maladies récurrentes dans la zone du projet, principalement par absence d'hygiène et de salubrité et qui causent une baisse de fréquentation scolaire. Chaque campagne devait durer 2 jours :

- a. La première campagne devait porter sur l'hygiène personnelle et la salubrité domestique, avec la promotion de la construction des latrines privées et de compostières.
 - b. La seconde campagne devait porter sur la prévention et la lutte contre le paludisme qui est la première cause de mortalité dans la zone de projet, avec une incidence annuelle de 6 épisodes par individu.
 - c. La troisième campagne devait porter sur la prévention et la lutte contre les maladies gastro-intestinales générées par la consommation non hygiénique d'eau et d'aliments.
 - d. La dernière campagne devait porter sur la prévention et la lutte contre la maladie du sommeil puisqu'il se note une forte croissance de mouches tsé-tsé.
4. Campagne de 20 jours de déparasitage, de vaccination et de prévention pour les filles et les garçons scolarisables de Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu. Cette activité était à charge du département de Santé de **Prodi** en coordination avec le Centre Hospitalier Julia Blasco Andrés de **Mpyana**. Dans cette perspective, 4 campagnes pour la prévention et le traitement des maladies qui fragilisent beaucoup la santé des filles et garçons des communautés protagonistes étaient prévues.

- a. La première campagne devant intervenir au bout de 13 mois du projet devait être consacrée au déparasitage et au traitement du paludisme, des maladies gastro-intestinales et de la maladie du sommeil pour les 10.667 filles et garçons de 10 communautés protagonistes. Cette campagne devait être conduite avec l'appui technique du Centre Hospitalier Julia Blasco Andrés de **Mpyana** en ce qui concerne le paludisme et les maladies gastro-intestinales, et celui du programme national de la lutte contre la trypanosomiase humaine africaine (PLTHA), pur ce qui est de la maladie du sommeil. Cette campagne devait comporter un examen de laboratoire et un traitement gratuit pour toute la population concernée.
- b. La seconde campagne devait intervenir au bout de 15 mois et devait s'occuper de la prévention contre le paludisme avec la distribution de 1800 moustiquaires imprégnées comme complément de la propreté domestique et des zones comme moyen principal de lutte contre le paludisme. On devait en distribuer 600 dans chaque communauté protagoniste en privilégiant les familles situées en zones de forte incidence.
- c. La troisième campagne devait intervenir au bout de 15 mois du Projet et devait être menée avec l'appui technique de PNLTHA assisté de 3 équipes communautaires de promotion familiale et scolaire d'hygiène et santé. Cette campagne était destinée au placement de 150 pièges contre la mouche tsé-tsé dans des zones de forte présence de cette mouche.
- d. La quatrième campagne devait être menée au bout du 21^e mois du Projet à l'occasion de la rentrée scolaire. Elle consistait en la vaccination contre la rougeole, la varicelle, la variole et la poliomyélite au profit de 10.667 filles et garçons de ces communautés protagonistes. On estime que 70 % des filles et garçon de ces communautés ne sont pas vaccinés non seulement à cause des difficultés d'accès au vaccin, mais aussi du fait que la croyance populaire considère que le vaccin est dangereux pour la santé. Cette campagne de vaccination sera à charge des 30 techniciens de laboratoire qui interviendront dans le projet.

Activités communes à tous les résultats

1. Diffusion radiale de toutes les activités

Pour maximiser les effets des activités de formation de ce Projet et faciliter l'appropriation de leur contenu par la population concernée, on devait diffuser le contenu des formations et de toutes les activités du Projet en espaces radiophoniques, Durant toute la période d'exécution du Projet, deux programmes hebdomadaires (dimanche et jeudi) d'une heure chacun, seraient organisés à la Radio DITUNGA.

Le responsable de ces programmes était le Département des Droits de l'Homme de PRODI. Ce département devait collaborer avec tous les techniciens (nes) qui interviendraient dans le Projet ainsi qu'avec ceux de PRODI et ceux des structures partenaires. Seraient associés à cette activité les Chefs traditionnels et sociaux des communautés protagonistes, les directeurs (trices) et les représentant (tes) des parents.

2. Evaluation externe du Projet

Pour mesurer l'impact du projet dans la population protagoniste il était prévu une évaluation externe du Projet par le Centre de Recherche et de Documentation Sociale (CERDOS), structure pourvue d'une grande expérience avec d'autres ONGD et une grande expérience de travail avec les protagonistes du projet lors des enquêtes antérieures.

Cette évaluation de l'impact du projet dans les 10 communautés de Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu devait se faire en deux temps : la première en décembre 2019 et la seconde peu avant la fin du Projet en décembre 2020

Partant des conclusions de l'étude initiale d'évaluation de la situation sociale et économique et des droits de l'Homme dans le secteur de **Ciyamba**, conduite par nos soins en janvier 2007, du cahier des charges actuel et de l'objectif et des résultats de ce projet, les enquêtes d'évaluation devaient porter sur l'attitude des communautés face à la nécessité de la formation primaire et secondaire pour les enfants jeunes filles et garçons, leur perception du nouvel environnement scolaire et son impact sur l'enseignement, la relation entre enseignant (tes) et élèves, et entre les pères et mères et l'école et son environnement social en tenant compte des différentes formations et activités prévues dans le projet.

3. Gestion du Projet sur terrain et fonctionnement

Le monitoring du Projet était placé sous la responsabilité du Coordonateur du Projet et du personnel technique. Pour une gestion efficace du Projet, il devait être constitué un comité de suivi et évaluation de 19 membres comprenant des représentants des secteurs de **Ciyamba** et de **Ngandanjika**, des Chefferies des tribus protagonistes, du Projet **Ditunga**, des directeurs de 4 écoles ainsi que le Coordonateur.

Ce comité devait se réunir une fois par mois au dernier samedi, au siège du PRODI dans le but d'analyser l'exécution du Projet et de corriger les déviations éventuelles de l'objectif et des résultats prévus afin de renforcer les processus et stratégies d'intervention du Projet.

Pour le compte du partenaire financier extérieur, on devait s'assurer que les différentes étapes étaient exécutées suivant le chronogramme par le moyen des rapports techniques et économiques avec les détails apportés par le Coordonateur, dans lesquels on devait inclure des photos des différentes phases.

Il est à noter que, pour chaque activité décrite ci-dessus, le plan opératoire spécifie le type de ressources matérielles et humaines appropriées.

2.4. Réalisations du projet

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau de réalisation du Projet par rapport aux activités prévues :

N°	Niveau d'exécution des activités	Activités achevées (AA)	Activités en cours (AC)	Activités non commencées (ANC)
Activités du résultat 1				
1	1.1. Campagne de sensibilisation de 28 jours pour la promotion de la scolarisation dans les 4 communautés protagonistes	X		
2	1.2. Formation de 3 jours de tous les membres des conseils pédagogiques actuels sur la responsabilité et la viabilité sociale, culturelle, d'équité du genre, économique et juridique dans les 4 écoles	X		
3	1.3. Renouvellement et formation de 3 jours pour les nouveaux membres des conseils pédagogiques sur la responsabilité et la viabilité sociale, culturelle d'équité de genre, économique et juridique dans les 4 écoles	X		
4	1.4. Atelier de 2 jours de transmission de la formation sur la responsabilité et viabilité à tous les parents dans les 4 écoles	X		
5	1.5. Prise en compte des personnes albinos et handicapés	X		
6	1.6. Mise en marche d'une garderie	X		
Activités du résultat 2				
7	2.1. Formation de 8 jours pour les enseignants en droits de l'homme, en genre, hygiène, santé et écologie pour la formation intégrale des élèves	X		
8	2.2. Formation de 28 jours (en trois phases) pour les enseignants en déontologie pédagogique suivant le programme national d'éducation	X		
9	2.3. Les élèves du 3 ^e cycle du primaire prennent part à des ateliers sur l'initiation à la lecture	X		
	2.4. Mise en marche d'une bibliothèque avec des livres pour la lecture		X	
Activités du résultat 3				
10	3.1. Cession et acquisition de terrains	X		
11	3.2. Exécution des travaux de construction	X		
12	3.3. Equipement matériel des écoles	X		
13	3.4. Reforestation des jardins scolaires		X	
	3.5. Installation des aires de sport		X	
Activités du résultat 4				
14	4.1. Constitution et formation de 10 jours pour 4 équipes communautaires de promotion d'hygiène et santé familiale et Scolaire	X		

15	4.2. Quatre campagnes de sensibilisation populaire de 2 jours dans chacune des communautés sur la prévention e la lutte contre la malaria, la maladie du sommeil, les maladies gastro-entérites et les épidémies	X		
16	4.3. Campagne de 20 jours de déparasitage, vaccination et prévention	X		
Activités communes a toutes les activités				
17	C.1.Diffusion radiale de toutes les activités	X		
18	C.2. Evaluation externe	X		
19	C.3 Gestion du projet sur terrain et fonctionnement	X		

La lecture du tableau visualisant le niveau de réalisation des activités du Projet Focad 2018 permet de constater que sur les 19 activités envisagées, 16 activités ont été achevées, représentant 84% ; 3 activités sont en cours soit 16%. On peut conclure que le niveau d'exécution des activités du projet concerné est excellent.

III. APPRECIATION DES RESULTATS DU PROJET

L'opération d'appréciation des performances du Projet sera effectuée sur base d'une batterie de cinq critères : la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité du Projet.

4.4. Pertinence du projet

Le projet sous revue, comme tous les ceux qui l'ont précédé dans la même zone et dans le même domaine, tire sa pertinence d'abord des nécessités fondamentales inscrites dans les objectifs du millénaire pour le développement (O.M.D.), spécialement les objectifs 2, 3 et 4 :

- Education universelle primaire pour les garçons et les filles.
- Promouvoir l'égalité du genre et l'autonomie pour les femmes.
- Garantir le respect et la promotion de l'environnement.

Ces mêmes nécessités sont exprimées explicitement dans les instruments juridiques internationaux et nationaux tels que la Déclaration de Droits de l'homme, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples, les Conventions des Nations Unies sur des Droits de l'Enfant et sur les Droits de la Femme, la Constitution de la République du Congo.

Or des études de terrain menées en 2007 dans le secteur de **Ciyamba** et en 2010 dans le Secteur de **Ngandanjika**, entités faisant partie de la zone du Projet, révélaient de fortes carences quant à la scolarisation de l'enfant, particulièrement de la fille et une situation environnementale catastrophique (Cfr. Supra 1.1). Les besoins de scolarisation des enfants ont été également exprimés par les parents de la zone du projet qui, lors des enquêtes intermédiaires, reconnaissaient à l'unanimité que les études sont importantes pour le développement personnel (physique, mental et intellectuel) de l'enfant et pour le rendre utile à la société.

Cette attitude positive a été remarquée également dans le chef des enseignants et élèves participant aux réunions de groupe tenues avec eux. Si pour tous, parents, enseignants et élèves l'instruction est une voie royale pour accéder aux savoirs d'ordre générale, lire, écrire, compter, maîtriser les règles d'hygiène, etc.- nombreux sont ceux qui pensent que les études permettent d'acquérir des compétences techniques pour l'exercice d'un métier, d'une profession, etc... Nos interlocuteurs inspirés par des exemples récents de femmes ministres, gouverneur de banque, ou autres conviennent indubitablement de l'importance égalitaire des études pour les garçons et pour les filles, à tous les niveaux de formation.

4.5. Efficacité du projet

L'objectif spécifique du projet était de renforcer l'éducation primaire et promouvoir la formation de la petite fille dans le Territoire de **Ngandanjika** dans les communautés paysannes de Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu. En vue d'atteindre cet objectif le projet a :

- acquis dans les 4 communautés d'implantation, des terrains nécessaires pour la construction des infrastructures scolaires projetées ;
- sensibilisé la population des entités ciblées sur le droit à l'éducation des leurs enfants filles et garçons ;
- formé les membres des conseils pédagogiques actuels sur les responsabilités et la variabilité sociale, culturelle d'équité de genre, économique et juridique dans les 4 écoles ;
- organisé la transmission de la formation sur le responsabilité et viabilité à tous les parents dans les 4 écoles ;
- organisé la prise en compte des personnes albinos et handicapés ;
- organisé la formation des enseignants en droits de l'homme, en genre, hygiène, santé et écologie pour la formation intégrale de leurs élèves ;
- organisé pour le compte des enseignants, la formation en déontologie pédagogique suivant le programme national d'éducation ;
- organisé la participation des élèves de 3^e cycle de primaire à des ateliers sur l'initiation à la lecture ;
- construit dans les 4 communautés 4 école : l'école primaire **Mpunga** à **Mpunga**, l'école primaire **Kandula** à **Mulamba I**, l'école primaire **Tshilambu** à **Lwanga**, l'école primaire **Kashika** à **Kanyaka** en matériaux durables équipées en bancs et chaises et d'autres commodités ;
- entrepris l'installation des aires de sport et la reforestation des jardins scolaires ;
- organisé la constitution et la formation de 4 équipes communautaires de promotion d'hygiène et santé familiale et scolaire ;
- sensibilisé dans les 4 communautés la population sur la prévention et la lutte contre la malaria, la maladie du sommeil, les maladies gastro-entérites et les épidémies.

Il faut noter qu'en ce qui concerne les actions de formation et de sensibilisation celles-ci viennent consolider des acquis des activités antérieures du Projet **Ditunga**. Ainsi d'actifs réseaux de promoteurs en santé, hygiène et nutrition, en agriculture, élevage et écologie et de para-juristes formés en 2008 opèrent déjà dans une partie des communautés ciblées par le Projet, notamment à **Lwanga, Kafumbu et Mulamba**. Il convient d'y ajouter les émissions radiodiffusées régulières par la Radio DITUNGA sur les thèmes couverts par le projet de scolarisation sous revue.

Au regard de ce qui précède, on peut conclure que le projet a fait montre d'une remarquable efficacité et que son objectif est pleinement atteint en dépit de quelques difficultés de parcours. Parmi ces difficultés, il faut signaler d'abord qu'une partie de la zone du projet a été le théâtre d'un conflit foncier opposant les communautés bénéficiaires d'infrastructures scolaires. D'autres difficultés concernent la survenue de l'épidémie de COVID-19 avec l'instauration des mesures barrières. Face aux deux difficultés, le projet a fait montre d'une grande capacité de reconversion d'abord en travaillant à la réconciliation des communautés. En raison de la COVID-19, certaines activités de formation in situ des protagonistes des communautés bénéficiaires des infrastructures, ont été renforcées et accompagnées de séances de formation à distance par la Radio **Ditunga**.

Le niveau d'efficacité du Projet peut donc être estimé à 80 %, compte des aléas rencontrés.

3.2. L'efficacité du Projet

Toutes les ressources disponibles ont-elles été mises en œuvre pour la réussite du Projet ? Il est noté que le Projet évalué a opté pour la participation de tous les protagonistes aux actions envisagées en vue d'une meilleure appropriation du produit. Cette stratégie a fait que :

- Dès le départ, comme pour les projets similaires précédents, des démarches soient entreprises par le Projet auprès des autorités coutumières pour l'obtention de 5 ha de terres soit 20 ha pour les 4 écoles, où seraient érigées les infrastructures scolaires ;
 - Aux réunions préparatoires de l'exécution du Projet, aient été conviés non seulement les chefs d'établissement des écoles concernées, mais aussi les représentants des chefs locaux et de la Coordination Diocésaine de l'enseignement, de la Sous-Division de l'enseignement et du Territoire.
- L'accent était mis sur « nous construisons ... » et non « on construit pour nous ... ».
- Comme pour des travaux des projets précédents, la population bénéficiaire devait fournir une main-d'œuvre non qualifiée et assurer le transport des matériels, du sable et de l'eau ;
- Les chefs d'établissements des écoles construites, les comités de parents, les notabilités coutumières ainsi que l'Administrateur de Territoire se soient engagés à collaborer étroitement avec le Projet pour l'atteinte des objectifs.

La mise en œuvre du projet a pour son efficacité, requis des experts quand l'activité d'exigeait. Ainsi l'exécution des travaux de construction a été confiée à l'entreprise EECO avec laquelle des contacts ont été pris dès le début du Projet par la Coordination du Projet. Les activités de formation et de sensibilisation par voie radiophonique étaient assurées selon les cas par :

- Le Département d'agriculture, élevage, écologie pour la reforestation.
- Le Département de santé, hygiène et nutrition s'occupait des sessions de formation en santé et hygiène.
- Le Département du genre, droits de l'homme et démocratie pour les droits de l'enfant et de la femme.
- L'Inspection de l'E.P.S.P. pour le recyclage professionnel en déontologie, l'initiation à la lecture.

En outre, pour chaque activité, les ressources matérielles et humaines étaient clairement définies. En résumé on peut dire que les stratégies employées pour assurer l'efficacité du projet reposent sur deux piliers : la synergie et l'expertise.

3.4. L'IMPACT DU PROJET

L'impact du Projet peut être analysé aussi bien au niveau de l'école qu'au niveau du village.

1. Au niveau de l'école

- a. Les nouvelles infrastructures modernisées offrent aux élèves, aux enseignants et au personnel administratif, un cadre de travail approprié, spacieux, meublé et sécurisant, source de détente mentale ;
- b. La disponibilité des latrines hygiéniques pour garçons et filles est un moyen d'assainir le milieu scolaire et aussi d'éloigner les risques de maladies ;
- c. Le recyclage professionnel des enseignants a doté ceux-ci d'un outil technique pour l'amélioration de leurs interventions pédagogiques ;
- d. Les enseignants, le personnel administratif et les élèves formés sur l'hygiène, la santé, les droits de l'enfant et de la femme, la protection de l'environnement deviennent du fait des connaissances ainsi capitalisées, des agents de transformation des mentalités ;
- e. La disponibilité des terrains de sport sera une source de diversification des disciplines sportives et de la promotion du sport féminin. Par-dessus tout la pratique régulière du sport induite par la disponibilité des terrains de sport permet aux élèves de concrétiser l'adage un esprit sain dans un corps sain ;
- f. Notons encore que l'introduction des valeurs démocratiques à l'école sera le lieu d'apprentissage des valeurs humaines telles que la justice, la liberté, la solidarité, la tolérance, etc.
- g. Le projet a un impact direct sur l'augmentation des effectifs inscrits à l'école.

Tableau 3. Evolution des effectifs dans les récoltes modernisées

Année Scolaire Ecole	2017 – 2018		2020-2021	
	G	F	G	F
E.P. KABANDULA	102	73	415	307
E.P. MPUNGA	102	105	390	251
E.P. TSHILAMBU	230	140	442	360
E.P. KASHIKA	178	193	417	304
Total partiel	612	511	1.664	1.222
Total général	1.123		2.886	

Le constat immédiat qui se dégage à la lecture de ce tableau est celui du grand accroissement des effectifs des élèves inscrits dans les écoles modernisées et ce, dès la première année, de la construction de nouvelles infrastructures. Ainsi le nombre des élèves inscrits est passé de 1071 en 2018 – 2019 à 1541 l'année scolaire suivante, pour atteindre 1663 élèves inscrits l'année en cours, soit une augmentation respective de 44 % et de 59 %. Si cette tendance se maintenait, on peut raisonnablement penser que les scores atteignent le double voire le triple en quatre ans.

Les effectifs féminins connaissent aussi une croissance importante passant de 487 élèves en 2018 – 2019 à 742 en 2019 -2020 et à 799 en 2020-2021 soit une progression de 52 % et de 64%.

Les écarts entre sexes se réduisent de 104 élèves en 2018 – 2019 à la moitié l'année suivante et à un plus de la moitié l'année en cours.

On peut donc porter au crédit du projet cette performance positive en termes de scolarisation des filles. Nous pensons qu'à l'avenir, cette tendance ira se renforçant.

Bien entendu l'attrait de nouvelles infrastructures entraîne le problème devenu « classique », celui de surpeuplements des classes, lequel pose une autre équation : l'exigence de créer de nouvelles classes qui demanderont l'embauche de nouveaux maîtres à rémunérer !

2. Au niveau du village

- a. C'est d'abord une note d'agrément qu'apporte au paysage villageois l'implantation des infrastructures en dur qui non seulement libèrent les élèves et leurs familles de la servitude annuelle des corvées de recherche de bois de chaume pour reconstruire les cases scolaires, mais aussi réjouit le regard des observateurs.
- b. Pour peu qu'on obtienne l'accord des autorités scolaires, les nouvelles infrastructures peuvent fournir un espace pour des réunions publiques au niveau du village ou de plusieurs entités. Ce qui n'était possible avant !

3.5. DURABILITE DU PROJET

La durabilité ou la viabilité du Projet est fonction de l'appropriation ferme par les communautés bénéficiaires des nouvelles infrastructures et de nouvelles valeurs conséquentes.

Au cours des séances préparatoires de la mise en route du projet les communautés protagonistes ont été sensibilisées par la Coordination du Projet à considérer les écoles modernisées non pas comme la propriété du seul Etat, ou des confessions religieuses qui en assurent la gestion, mais comme un bien placé sous leur responsabilité. Et lors des réunions des groupes tenues avec chaque catégorie de bénéficiaires, les élèves, enseignants et parents sans oublier les notabilités coutumières ont réitéré leur engagement à considérer les nouvelles infrastructures comme « leurs », qu'il faut protéger comme la prunelle de leurs yeux.

Cet engagement implique notamment de veiller à l'intégrité des locaux scolaires, des bureaux, des mobiliers et des blocs sanitaires. Et aussi de réparer, sans attendre des secours extérieurs des dégâts causés au patrimoine.

Certes ces assurances fournies par les bénéficiaires du Projet peuvent servir de garantie pour la viabilité du Projet, mais elles ne suffisent pas. Nos rapports d'évaluation sur certains projets précédents ont fait état de la dégradation des toilettes et du non respect des normes d'utilisation des espaces sanitaires. Cet état de choses montre la nécessité d'instruire les Chefs d'établissement de contrôler avec rigueur et efficacité l'intégrité des infrastructures scolaires. C'est avec l'accompagnement de l'équipe technique du projet que la culture nouvelle induite par l'avènement des écoles modernisées que l'on espère réussir l'appropriation permanente du Projet.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'objectif global de l'évaluation du Projet « Education primaire dans 10 communautés paysannes du Territoire de Ngandanjika avec intégration des filles, des albinos et des handicapés était de déterminer les résultats et fruits obtenus grâce à l'exécution du Projet, estimer son impact et sa viabilité et tirer les leçons pour les futures interventions avec des objectifs similaires de développement.

Spécifiquement l'évaluation visait à :

- apprécier les attitudes des communautés bénéficiaires du projet face à la scolarisation fondée sur la parité des filles et des garçons, des albinos et des enfants handicapés ;
- apprécier le degré d'appropriation des nouvelles infrastructures par les communautés bénéficiaires ;
- Analyser les relations entre les différents protagonistes du système éducatif : parents, élèves, enseignants et environnement.

Aux termes des enquêtes menées combinant les réunions de groupes, interviews individuelles, observation directe et analyse documentaire, on peut conclure à l'atteinte de l'objectif du Projet qui était de renforcer l'éducation primaire et promouvoir la formation de la petite fille dans le Territoire de Ngandanjika, en particulier dans les communautés de **Mulamba 1, Lwanga, Mpunga, Mpasu, Kanyaka, Kanyiki Mbamba, Musuya, Sha Lukoji, Kamashi et Kafumbu**.

L'analyse des résultats a permis de confirmer que le Projet exécuté :

- est pertinent parce qu'il rencontre les nécessités fondamentales inscrites dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et aussi parce qu'il rencontre les attentes des populations sur le terrain ;
- est efficace car le degré de réalisation des activités atteint 80 % ;
- est efficient car sa mise en œuvre a été réalisée de façon optimale, ne négligeant aucune ressource disponible ;
- a eu un impact très positif dans les vécu de ses bénéficiaires directs (élèves et enseignants) et indirects (environnement physique et social) ;
- dispose d'atouts certains pour sa durabilité notamment par le fait que ses bénéficiaires sont totalement impliqués dans son appropriation, à condition bien sûr que ceux-ci bénéficient de l'accompagnement régulier de la Coordination du Projet.

RECOMMANDATIONS

1. Continuer à encourager dans le chef des bénéficiaires directs et indirects du Projet la promotion de l'Education primaire et secondaire égalitaire des filles et des garçons, des albinos et des handicapés, et ce par une double action : les formations in situ, et les émissions radiodiffusées sans oublier des visites informelles.

2. Continuer à sensibiliser les bénéficiaires du Projet sur les thèmes de la protection et de la réhabilitation de l'environnement.
3. Le forage des puits n'ayant pas réussi pour des raisons liées à la géologie des terrains, envisager la construction des citernes pour la collecte des eaux de pluies permettant d'entretenir la propreté des classes, des locaux et des installation hygiéniques ;
4. Elargir aux écoles construites par le Projet le respect des mesures barrières de lutte contre le COVID-19, particulièrement l'installation des lave-mains permettant aux élèves et au personnel d'entretenir l'hygiène des mains à toutes fins utiles. Cette recommandation rejoint la logique de la précédente.
5. Maintenir le système de suivi afin de s'assurer du respect des engagements pris par l'école et les parents en ce qui concerne les droits de l'enfant et la protection des infrastructures.
6. Encourager la promotion du sport par l'organisation des manifestations sportives, particulièrement à l'occasion de la date anniversaire de l'inauguration des nouvelles infrastructures ; des journées de l'enfant et de la femme, par exemple.

L'examen des résultats du Projet permet de dégager une leçon commune d'ailleurs à tous les Projets de scolarisation exécutés dans le Territoire de Ngandanjika, notamment dans le Secteur de Ciyamba.

En effet l'érection des infrastructures modernes entraîne le surpeuplement des classes exigeant normalement l'extension de l'école pour pouvoir respecter le nombre d'élève par classe. Situation qui à son tour demande l'engagement de nouveaux enseignants à mécaniser et à rémunérer. Les autorités de l'EPSP au niveau du Territoire devraient être saisies du problème qui doit être relayé à de niveaux hiérarchiques plus élevés.

Fait à Mbujimayi, le 31 mars 2021

Pour le CERDOS

Charles TSHIBANZA MONJI

Directeur

